

BLIDA

Près de 1 200 ha de vergers de poiriers touchés par la brûlure bactérienne

De sources proches de la coordination des agriculteurs de Mouzaïa, dans la wilaya de Blida, nous avons appris qu'environ 1 200 ha de vergers de poiriers ont été touchés par la brûlure bactérienne, causée par un germe appelé erwinia amylovora, une maladie bactérienne très grave qui touche en général les pommiers et les poiriers.

Les agriculteurs sont inquiets pour leurs plantations et appréhendent la contamination d'autres arbres fruitiers tels que les pommiers et les néfliers. Ils lancent un cri de détresse afin que les autorités compétentes prennent les mesures adéquates pour limiter les dégâts. Par contre, ces agriculteurs nient toutes conséquences sur la santé humaine par la consommation des poires touchées par la brûlure bactérienne surtout qu'une rumeur avance que celle-ci peut provoquer le cancer. Des études approfondies pour connaître la cause de cette maladie des poiriers sont menées

même si les spécialistes mettent en cause le facteur climatique.

Des opérations d'abattage et de destruction par le feu des arbres atteints par la brûlure bactérienne ont eu lieu, apprend-on, afin d'éviter la propagation de cette affection d'autant que celle-ci a touché presque la moitié de l'ensemble des vergers de poiriers qui avoisinent les 2 400 ha rien que pour le côté ouest de la wilaya de Blida.

Le seul remède qui existe pour le moment est la prévention en attendant de connaître la cause et partant, cibler le traitement.

M. B.



Photo : DR

6^e RENCONTRE PSYCHIATRIQUE «KHALED MILOUD»

La responsabilité juridique du psychiatre en débat

La sixième rencontre psychiatrique «Khaled Miloud» qui a eu lieu récemment au CHU Frantz-Fanon de Blida a débattu de plusieurs thèmes liés à l'enjeu juridique dans le domaine de la psychiatrie.

Ainsi des communications ont porté notamment sur l'article 47 du code pénal qui stipule qu'il n'est pas punissable celui qui était en état de démence au moment de l'infraction. A ce titre, les médecins s'interrogent : est-ce suffisant pour rendre irresponsable l'auteur d'un crime ? Par ailleurs, les médecins ont posé la problématique d'absence de loi protégeant juridiquement les praticiens d'autant qu'ils

endossent, disent-ils, toutes les responsabilités en cas de revirement de situation.

Pour ce faire, ils demandent à ce qu'une loi confère aux patients de présenter leurs cartes d'identité avant toute consultation psychiatrique et délivrance d'un certificat justifiant que le patient est aliéné ou non. Ceci pour éviter, soutiennent-ils, toute confusion de nom ou toute éventuelle falsification dont les consé-

quences retombent généralement sur le psychiatre. D'ailleurs, le but attendu de cette rencontre, affirment les participants, est de lever les défis qui opposent le secteur de la santé à l'organe juridique surtout que le psychiatre reste l'expert au premier chef à même d'aider le juge à prendre des décisions sur l'inculpation ou non du mis en cause dans le cas de crime.

A noter enfin que cette rencontre qui s'est déroulée sous la férule du professeur Bachir Ridouh a été sanctionnée par des recommandations qui seront transmises à la tutelle.

M. B.

SIDI-BEL-ABBÈS

Une soirée entre résidents du campus tourne à l'incident, selon l'Ugel

Selon un communiqué émanant de l'Union générale des étudiants libres (Ugel), les résidents des cités universitaires du campus 2000 lits C4 et 1500 lits C3 dénoncent les troubles qui ont émaillé la soirée organisée le 31 mai dernier.

D'après l'Ugel, des résidents (filles et garçons) ont organisé une soirée animée par une chanteuse de raï, mais après quelques boissons alcoolisées, ce qui devait être festif a vite tourné à une situation de panique à la vue des armes blanches. Des personnes auraient tenté d'agresser des fêtards alors que la salle où s'est tenue la soirée a fait l'objet de

destruction. Les signataires de la pétition, qui fustigent les responsables qui ont donné leur accord quant à l'organisation de la soirée, déclarent que régulièrement des incidents sont signalés au niveau du campus mais ce dernier est inédit, au vu de la débâcle qui s'en est suivie. Les contestataires ont à maintes reprises demandé la construction d'un mur de séparation entre les cités des filles et celles des garçons pour éviter ce genre d'incidents.

En vain. L'Ugel interpelle, dans son communiqué, le directeur général des œuvres universitaires au sujet de ce mur de séparation. Dans le cas où il n'y aura

aucune réponse à leur requête, ils menacent de passer à d'autres actions plus radicales afin de se faire entendre.

A. M.

Distribution de 29 logements sociaux à Tabia

Dans la journée de jeudi dernier, la liste de distribution de 29 logements sociaux a été affichée dans la localité de Tabia (Sidi-Bel-Abbès).

En effet, parmi les 52 dossiers déposés en 2004, 29 familles vont bénéficier de logements de type F3. Nos sources indiquent qu'un nouveau projet de 120 logements sociaux locatifs va être lancé dans les prochains jours.

L'assiette de réalisation ayant été choisie et retenue dernièrement, les travaux de réalisation dureront en principe 18 mois.

En attendant, quelque 250 demandes feront l'objet de traitement de la part de la commission. Par ailleurs, quelque 38 autres logements sont inscrits au programme de la localité dans le cadre de la résorption de l'habitat précaire.

A. M.

FIN D'ANNÉE SCOLAIRE

À GUELMA

Le calvaire des écoliers

Jusqu'à la fin du mois de juin, aux alentours des écoles primaires de la ville, on les croîsera. Ces écoliers, très nombreux certainement, vêtus de tabliers, portant des cartables visiblement trop lourds, désabusés et éreintés de devoir supporter la pénibilité de ces dernières journées de l'année scolaire, qui, comme à l'accoutumée, seront caniculaïres à Guelma.

La célébration de la Journée de l'enfance présente l'occasion idéale pour lancer le débat sur les programmes scolaires, notamment celui du primaire, compte tenu de la vulnérabilité des élèves de ce palier. Les parents n'ont pas manqué de nous exprimer leur mécontentement, arguant les conditions déplorables dans lesquelles se trouvent certains établissements scolaires de Guelma et la chaleur torride qui peut régner dans la région à cette période de l'année.

Un appel solennel est lancé aux autorités compétentes pour remédier à cette situation qui risque de compromettre la réussite scolaire de ces enfants.

Nouredine Guergour

Le secteur agricole sérieusement affecté par les intempéries

Les intempéries qui ont touché ces derniers jours la wilaya de Guelma ont lourdement affecté le secteur agricole.

La grêle a causé des dommages importants, notamment dans les régions de Tamlouka, d'El Fedjoudj et d'Héliopolis. Les dommages, notamment par les grêlons, concernent le blé, l'orge, les plantations d'arbres fruitiers et de légumes. Les fellahs ont également signalé des dégâts importants, touchant plusieurs poulaillers, dans les régions potentiellement affectées par les dernières intempéries.

Notons que le mauvais temps qui sévit depuis quelques jours dans la région de Guelma a causé une série de désagréments, notamment d'ordre médical, avec des problèmes de santé liés au changement climatique, enregistrés par les structures de santé de la wilaya.

N. G.

Hausse des agressions sexuelles sur mineurs

Le mois de mai s'est illustré par une hausse importante du nombre d'agressions sexuelles sur mineurs, selon l'enquête menée par les services de la Sûreté nationale.

Sept affaires de violences sexuelles sur des enfants des deux sexes âgés entre 13 et 16 ans ont été enregistrées par la Sûreté de Sidi-Bel-Abbès, alors que 13 affaires l'ont été du 1^{er} janvier 2011 au 31 mai 2011. En moyenne 2 affaires par mois contre 7 pour le seul mois de mai. Ces chiffres ne reflètent pas entièrement la réalité, puisqu'ils ne se réfèrent qu'aux plaintes déposées par les parents des victimes. On sait que dans notre société de tels actes sont vite étouffés par les familles ; un tabou qu'il faut casser.

A. M.